

Bulletin trimestriel d'information sur la sécurité alimentaire en République Démocratique du Congo



Numéro 5/2012 - 2^{ème} trimestre 2012 – Publié en Juillet 2012

Points saillants

- La persistance et l'intensification des conflits armés à l'Est du pays et au centre de la province du Katanga continuent de provoquer d'importants mouvements de population. Selon OCHA, le nombre de nouveaux déplacés en RDC aurait atteint en juin 2012 environ 2.3 millions de personnes, soit une augmentation de 35.3% par rapport à décembre 2011. Environ 550 000 personnes déplacées ont été enregistrées entre avril et juin 2012 dans les provinces du Nord Kivu, du Sud Kivu, du Maniema, du Katanga et dans le district de l'Ituri dans la Province Orientale.
- Le rapport du 7^{ème} cycle IPC de juin 2012 indique qu'environ 5.4 millions de personnes ont besoin d'une assistance alimentaire et/ou agricole d'urgence. Selon ce même rapport, 46% de ces personnes vivent dans les zones affectées par les conflits armés.
- Les résultats de l'évaluation approfondie de la sécurité alimentaire conduite par le PAM, le Ministère de l'Agriculture, CARE et PIRAM (Programme Intégré de Relance Agricole du Maniema) en mai 2012 montrent qu'environ 835 000 personnes, représentant 42% de la population de la province, sont affectées par l'insécurité alimentaire.
- La situation nutritionnelle reste également préoccupante dans les zones affectées par les conflits, particulièrement à Manono, Pweto et Mitwaba. Selon une récente enquête nutritionnelle menée par le PRONANUT et l'UNICEF en juin 2012, 19,8% et 15% des enfants de moins de cinq ans sont affectés par la malnutrition aiguë respectivement dans le territoire de Manono et de Pweto, dans la province du Katanga.

Situation sécuritaire et mouvements de population

L'intensification des conflits armés continue de provoquer des déplacements massifs de population en particulier dans les provinces du Nord Kivu, du Sud Kivu, du Maniema, de la Province Orientale et du Katanga. Le nombre total de déplacés dans le pays est estimé à 2.3 millions de personnes en juin 2012, soit une augmentation de 35% par rapport à décembre 2011.

Ces mouvements de population ont été exacerbés depuis l'entrée en rébellion de mutins de l'armée nationale regroupés sous l'appellation « M23 ». Les mutins du M23 sont des anciens soldats du Conseil National pour la Défense du Peuple (CNDP). Les combats entre les FARDC et le M23 ont déjà provoqué des milliers de déplacés aussi bien à l'intérieur du pays que dans les pays voisins, principalement au Rwanda et en Ouganda. En effet, les affrontements entre l'armée régulière et les rebelles du M23 dans le Nord Kivu, en particulier dans les territoires de Rutsuru, Walikale et Masissi, ont entraîné des déplacements de personnes dans le Sud Kivu voisin, notamment dans les territoires de Kalehe et de Shabunda. En plus de l'activisme des milices locales, la province du Maniema reçoit continuellement les populations déplacées fuyant les combats dans les 2 Kivus voisins.

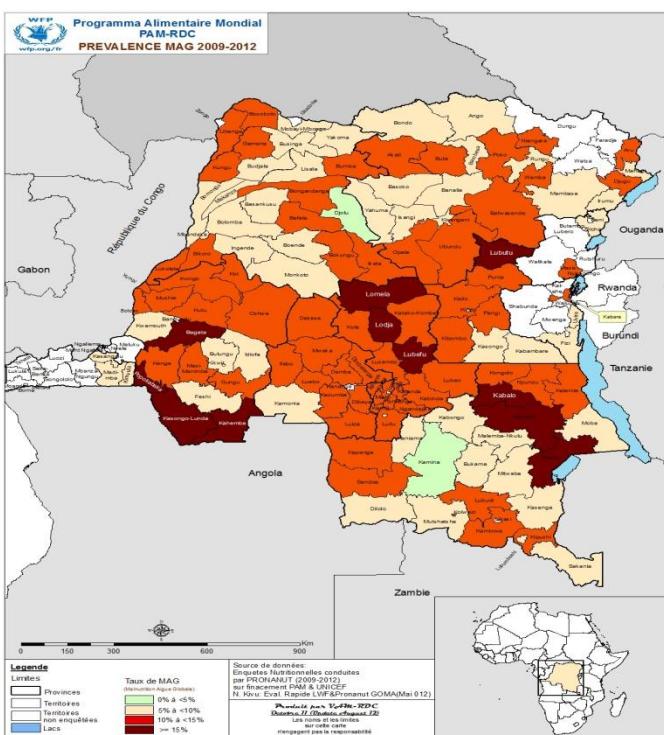
Parallèlement, les attaques d'autres groupes armés sur des populations civiles et des opérations militaires des FARDC contre ces derniers, entre autres l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) dans le nord de la Province Orientale, les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) et les Maï-Maï, continuent également d'accentuer le déplacement de plusieurs milliers de personnes.

En outre, d'importants mouvements de population sont aussi observés dans les territoires de Manono, Mitwaba, Pweto, Malemba, Nkulu et Nyunzu au centre et au nord du Katanga en raison de la reprise des activités des groupes armés Maï-Maï de Gédéon. La naissance de nouveaux groupes Maï-Maï appelés « Jeunesse Katangaise » a été également observée dans cette zone.

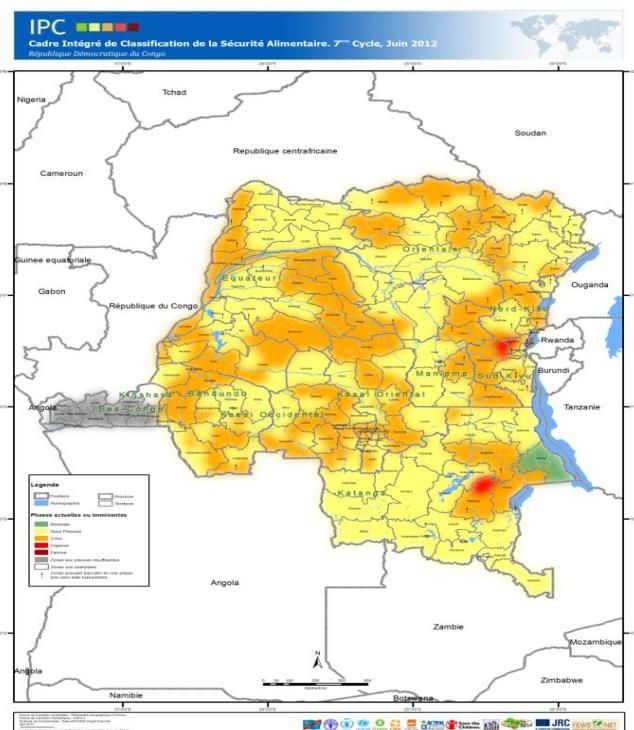
Dans le district de l'Ituri en Province Orientale, les populations dans le sud du territoire d'Irumu et de Mombassa sont affectées par des tensions grandissantes et parfois des accrochages entre les FARDC et les milices locales. La recrudescence de l'insécurité suite à des violences armées dans ces localités contribue à la détérioration de la sécurité alimentaire des ménages, qui était déjà précaire dans ces zones. Les femmes et les enfants sont souvent les premières victimes de ces conflits.

En revanche, l'amélioration de la situation sécuritaire dans le Nord-Ouest de la province de l'Equateur a emmené le HCR à entreprendre depuis le mois de mai 2012 le rapatriement des réfugiés RD-congolais, qui étaient installés en République du Congo voisin.

Mise à jour de la situation alimentaire et nutritionnelle par province



Cartographie de la malnutrition aiguë globale selon les territoires
Source des données/PRONAUT (2009/2012)



Cartographie de la sécurité alimentaire, selon l'IPC, juin 2012

Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), 7^{ème} cycle d'analyse

L'atelier du 7^{ème} cycle d'analyse IPC de la RDC s'est tenu à Goma à l'est de la RDC du 23 au 29 juin 2012, sous la supervision du Ministère de l'Agriculture, de la FAO et du PAM. Les participants représentaient une diversité d'organisations gouvernementales, de la société civile et des Nations Unies, œuvrant dans le secteur de la sécurité alimentaire sur l'ensemble des 11 provinces de la RDC. Les résultats des analyses menées lors de cet atelier indiquent qu'environ 5.4 millions de personnes en RDC ont besoin d'une assistance humanitaire d'urgence.

L'analyse montre également que la sécurité alimentaire s'est considérablement dégradée dans de nombreux territoires, notamment dans le Sud et le Nord Kivu, ainsi que le Katanga. On observe ainsi un accroissement du nombre de territoires en « phase 3 » de crise alimentaire et l'apparition de territoires en « phase 4 » d'urgence.

Trois territoires sont classés en crise alimentaire d'urgence (Kalehe, Shabunda dans le Sud Kivu et Mitwaba dans le Katanga).

Province du Maniema

Environ 835 000 personnes, représentant 42% de la population du Maniema, sont affectées par l'insécurité alimentaire selon les résultats préliminaires de l'évaluation approfondie de la sécurité alimentaire (EFSA) conduite par le Ministère de l'Agriculture, le PAM, CARE et PIRAM dans la province du Maniema en avril et mai 2012.

Selon cette étude, 7% des ménages du Maniema sont sévèrement affectés par l'insécurité alimentaire tandis que 35% le sont modérément. L'insécurité alimentaire sévère est plus présente dans les territoires de Pangi et Kailo, où les taux sont respectivement de 12,7% et 10,6%. L'insécurité alimentaire modérée est présente presque partout, mais de manière plus accentuée dans les territoires de Kibombo, Kailo, Kabambare et Pangi, où les taux sont respectivement de 47%, 46,8%, 41,6% et 42%. L'analyse croisée de l'insécurité alimentaire avec certaines variables telles que le sexe et le niveau d'étude du chef du ménage ; la taille, le niveau de richesse et le statut du ménage révèle que les ménages dirigés par les femmes sont plus sévèrement affectés par l'insécurité alimentaire que ceux dirigés par les hommes. L'insécurité alimentaire affecte aussi plus sévèrement les ménages dont le chef a un niveau d'étude bas (sans niveau ou niveau primaire) que ceux avec un niveau élevé (secondaire et supérieur). Elle affecte aussi plus sévèrement les ménages de grande taille et les déplacés en famille d'accueil.

Les causes de l'insécurité alimentaire dans la province du Maniema, selon cette étude, sont à la fois d'ordre structurel et conjoncturel. Les causes structurelles sont principalement la pauvreté et l'enclavement à cause de l'état de délabrement des routes et de vétusté du chemin de fer. Les causes conjoncturelles sont notamment l'activisme des groupes armés et les

conflits dans les provinces voisines du Nord et du Sud Kivu, qui provoquent des déplacements des populations.

Les principales recommandations de cette étude comprennent l'assistance alimentaire aux déplacés et retournés, la mise en place des programmes visant le renforcement des capacités des ménages dans la production agricole (ex. P4P), l'amélioration de l'accès des ménages pauvres aux intrants agricoles et à l'eau potable.

Province du Nord Kivu

Les combats entre les FARDC et les différents groupes armés, notamment le M23, le FDLR et les différents groupes Maï Maï, dont Raïa Motomboki, provoquent depuis le mois d'avril 2012 d'importants mouvements de population dans les territoires de Rutshuru, Masisi, Walikale et Lubero. Depuis le premier trimestre 2012, le nombre de nouveaux déplacés dans la province serait estimé à 131 495 personnes selon OCHA.

Les évaluations rapides menées à Rutshuru, Walikale, Masisi et sur l'axe Minova au cours des 3 derniers mois font état d'une situation de sécurité alimentaire globalement précaire, particulièrement pour les populations déplacées. L'évaluation rapide conduite par le PAM à Rutshuru, fin juin 2012 informe de la présence des déplacés sur les axes principaux de Bunagana, Chengerero, Rubare, Kalengera, Rutshuru, Kiwanja et même vers l'Ouganda, suite aux affrontements FARDC-M23 au début du mois de mai 2012. Le tableau ci-dessous présente les effectifs des IDPs à Rutshuru, fin juin 2012. La situation a sûrement évolué avec les affrontements qui ont eu lieu après cette période.

Localités	Nbre des ménages	Nbre estimé des personnes
Kalengera	1813	9065
Rubare	2487	12435
Bunagana	1662	8310
Chengerero	3392	16960
Kinoni, Kabindi, Rwanguba et Kabingo	2525	12625
Rutshuru	2443	12215
Kiwanja	406	2030
Total	14728	73640

Source : Evaluation rapide de la sécurité alimentaire à Rutshuru (juin 2012)

L'évaluation de juin 2012 du PAM à Rutshuru indique par ailleurs que les combats entre les FARDC et le M23 ont eu lieu pendant la période des récoltes, obligeant les populations de cette zone, qui est du reste le grenier de la province, à abandonner les récoltes dans les champs. Ceci aura un impact négatif sur la disponibilité des vivres et des semences pour la saison agricole prochaine dans cette zone. La plupart des déplacés internes habitent avec les familles d'accueil ou sont installés dans des bâtiments publics (églises, écoles). L'aide alimentaire des populations hôtes ou des autorités locales, exceptionnellement pour Bunagana, sont les principales sources de nourriture pour les déplacés. Pour survivre, certains recourent à des stratégies de survie dangereuses, comme retourner dans leurs localités d'origine afin de ramasser les récoltes abandonnées dans les champs au risque de se faire kidnapper, violer ou même tuer.

L'évaluation conduite par l'ONG Action Nourriture pour Tous (ANPT) dans quelques localités du territoire du Masisi et particulièrement dans la zone de santé de Kirotshe au mois de mai 2012 rapporte une situation de faible disponibilité alimentaire dans

une zone qui a connu une chute de production du bananier, principale source de revenu, affecté par le wit-bactérien. De plus, les récoltes et les animaux d'élevage ont été pillés plusieurs fois par des hommes armés. La zone de santé de Kirotshe est selon ce rapport à 85% une zone de retour. La zone est montagneuse, les champs généralement sur les flancs des montagnes sont exposés aux risques d'érosions. L'accès aux semences y est réduit suite aux pillages répétés des récoltes. Les espaces emblavés y sont généralement exigus. Environ 25% de la population accède aux terres cultivables par location. Les populations sont continuellement exposées aux attaques des FDLR. Les prix des principaux produits de base, notamment le haricot, le manioc, la banane et le maïs ont augmenté respectivement de 68%, 33%, 40% et 20% comparativement à la période avant les déplacements d'avril 2012. Tous ces facteurs ne favorisent pas un meilleur accès des ménages à une nourriture équilibrée.

L'évaluation RRMP conduite en mai 2012 dans le Masisi, dans la zone de santé de Kirotshe révèle la présence d'environ 360 ménages IDPs, soit 1 800 personnes déplacées. Les résultats de cette évaluation indiquent que globalement 78% des ménages dans cette zone ont une consommation alimentaire pauvre. Les déplacés et les retournés représentent les proportions les plus élevées des ménages avec une consommation alimentaire pauvre, avec respectivement 75% et 41%. Par ailleurs, les résultats de l'enquête ont démontré que les ménages déplacés ont recours à des stratégies de survie négatives illustrant la grande détresse dans laquelle ils se trouvent. L'indice moyen de stratégie de survie est évalué à 62 pour les ménages déplacés contre 17 pour les résidents.



La situation nutritionnelle reste préoccupante dans le camp des IDPs de Mugunga III dans la périphérie de Goma, où le taux de malnutrition aiguë globale (MAG) est supérieur au seuil d'urgence de 15%, selon le screening nutritionnel utilisant le MUAC effectué par le PRONANUT, l'UNICEF, le PAM et CARITAS en mai 2012. Une autre enquête nutritionnelle réalisée par LWF et le PRONANUT à Masisi et dans la zone de santé de Kayna à Lubero révèlent des taux alarmants de MAG respectivement de 11,1% et 12,2%.

Par ailleurs, l'étude des marchés réalisée par le PAM dans le territoire de Beni en vue de la mise en œuvre de la modalité de transfert cash and voucher montre des marchés qui fonctionnent normalement et qui sont compétitifs dans cette zone. La nourriture y est disponible bien qu'à des niveaux variés selon les produits, les saisons et les zones. Ces marchés disposeraient de capacité pour absorber une demande additionnelle liée aux activités de cash and voucher. L'étude a en effet démontré qu'une telle demande qui représente en fait 1% de la production mensuelle de cette zone serait insignifiante pour exercer une quelconque pression sur les prix et provoquer une inflation. Les conflits dans la zone de Rutshuru ne pourraient pas affecter les marchés de Beni qui sont plutôt approvisionnés par les localités avoisinantes et même la Province Orientale voisine. Ces marchés approvisionnent également des marchés extérieurs comme ceux de Kisangani et Kinshasa, notamment en haricot.

Province du Sud Kivu

La province du Sud Kivu est également affectée par les conflits armés provoquant de nouveaux déplacements de population. Avec un total de 851 700 IDPs au Sud Kivu, selon le rapport OCHA de juin 2012, le territoire de Kalehe reste le plus affecté, dont 22 930 IDPs en provenance du Nord Kivu. Des milliers de personnes déplacées fuyant les combats et l'activisme des groupes armés dans les territoires voisins de Walikale, Masisi et

Rutshuru sont venues trouver refuge dans le territoire de Kalehe depuis avril 2012. Le nombre de nouveaux déplacés est estimé au 30 juin 2012 à 108 503 personnes. L'évaluation rapide effectuée par le cluster sécurité alimentaire du 17 au 20 juillet 2012 sur l'axe Hombo-Chambucha (territoires de Kalehe et Walikale) rapporte une présence de population déplacée, estimée par le comité des déplacés à 6 700 ménages au mois de mai à Hombo Sud, suite à la recrudescence des attaques ou affrontements entre des groupes armés. Cette évaluation dépiste en outre une situation de sécurité alimentaire globalement précaire dans cette zone, où les attaques des groupes armés et les déplacements de populations sont récurrents. Les populations perdent ainsi souvent leurs biens, récoltes et produits d'élevage. Ceci réduit considérablement leur capacité de résilience aux chocs. A cause de l'insécurité dans la forêt où est situé l'essentiel de leurs champs, les populations résidentes, qui vivent principalement de l'agriculture, ont un accès limité aux parcelles de culture. Cette situation affecte leur niveau de production et par ce fait leur niveau de revenu. Les populations dépendent à 70% des achats sur les marchés, principalement approvisionnés par Bukavu et Bunyakiri. La flambée des prix de principaux produits vivriers de base bien que localisée, résultant à la fois d'une faible disponibilité alimentaire sur les marchés et de l'augmentation de la demande suite à l'arrivée massive des déplacés, a été observée lors de cette évaluation. Les déplacés dont la principale stratégie de survie est la main d'œuvre agricole dans les champs des résidents, sont les plus affectés par cette situation. Les termes de l'échange leur sont défavorables. Le coût du travail journalier agricole varie entre 500 et 1 000 Francs Congolais (FC), alors que le prix moyen d'un kilo de manioc, principale nourriture de base est de 1200 FC. La détérioration de la sécurité alimentaire aussi bien des populations hôtes que des déplacés dans cette zone est illustrée par des taux très élevés de



ménages avec une consommation alimentaire pauvre et limite. Selon les résultats de l'évaluation, 85% des ménages à Hombo Sud auraient une consommation alimentaire pauvre et limite. A Lwana, la proportion de ménages avec une consommation alimentaire pauvre et limite atteint 90% des ménages. Le screening nutritionnel effectué à l'aide du MUAC auprès des enfants déplacés montre que 9 enfants, représentant 26% du total des enfants ayant fait objet de ce screening, présentent des signes de malnutrition avec un PB<130 mm ou des œdèmes.

Une autre évaluation rapide menée par le PAM en juillet 2012 sur l'axe Minova informe sur la présence des IDPs estimés à 7 370 ménages ou 36 850 personnes déplacées reparties sur plusieurs localités, sur cet axe. Ces déplacés seraient venus principalement de Masisi fuyant les affrontements entre les FARDC et les mutins du M23 en avril 2012 et ensuite entre Raija Mutomboki et FDLR. La production du manioc et des bananes, principales sources de nourriture et de revenus dans cette zone, est affectée depuis plusieurs années par des maladies, notamment le wit-bactérien de la banane et la mosaïque du manioc. Une situation de sécurité alimentaire relativement précaire est en outre signalée dans le territoire de Fizi par l'évaluation rapide de sécurité alimentaire effectuée dans le territoire de Fizi par la FAO, PAM-DIOBASS, GIZ, ADRA, FAM, ADEFOR, AVSI et le Ministère de l'Agriculture (IPAPEL) du 02 au 10 juin 2012. Fizi est à la fois une zone de déplacement et de retour. Les déplacements des populations sont provoqués par les opérations militaires des FARDC contre les milices locales, notamment les Maï-Maï Yakutumba et les Maï-Maï Alleluia, ainsi que les activités des FDLR dans les hauts plateaux. Un nombre important de déplacés en provenance de Fizi est également signalé dans le territoire de Kalemie du Katanga voisin. L'agriculture, principal moyen de subsistance est

de plus en plus affectée par ces déplacements forcés de populations et les activités minières qui attirent de plus en plus la main d'œuvre agricole, surtout des hommes, abandonnant l'agriculture aux femmes. Les statistiques de la production agricole du Ministère de l'Agriculture pour la période de 2010 à 2012 montrent une augmentation de la production, indiquant globalement une bonne disponibilité alimentaire, bien qu'il y ait des poches d'insécurité alimentaire, notamment sur l'axe MBOKO/SWIMA-Makobola2, où environ trois quarts des ménages ont déclaré avoir depuis un mois des difficultés d'accéder à leurs champs situés dans les hauts plateaux à cause de l'insécurité. Les ménages qui ont reçu les déplacés ont vu leurs tailles augmenter jusqu'à 13 personnes en moyenne. Ces ménages qui sont contraints de partager leur production agricole avec ces ménages déplacés sont parmi les plus affectés par l'insécurité alimentaire. A côté de l'agriculture, l'exploitation minière, la pêche et l'élevage sont les deux autres importantes activités génératrices de revenu. La pêche est pratiquée par les populations le long du littoral du lac Tanganyika, tandis que l'élevage est plus pratiqué dans les hauts plateaux. La proportion des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre et limite est globalement de 28,9%. Quelques cas de malnutrition ont été identifiés.

Les marchés fonctionnent normalement avec un circuit d'approvisionnement « dense » et « complexe ». Ils semblent être intégrés avec des prix identiques dans presque tous ces marchés sauf à Mboko qui présente des prix de céréales, de viande, de poisson et de sel beaucoup plus élevés que dans le reste des marchés (Kananda, Sebele, Bibogobogo et Mukera). Shabunda est parmi le territoire le plus enclavé. Les populations sont également déplacées vers Kalehe à l'intérieur de la province ou vers la province du Maniema voisin. Trop peu d'informations sont



cependant disponibles sur ce territoire par manque d'évaluations récentes. Une évaluation RRMP dans la localité de Kiboge, territoire de Kamituga en mai 2012 signale la présence de population déplacée estimée à 200 ménages qui ont fui les affrontements entre les FDLR et les éléments Maï-Maï Raia Yamutomboki. Les populations de Kaboge elles-mêmes sont des retournées qui sont rentrées en janvier après deux mois de déplacement. Cette évaluation indique un problème de disponibilité de nourriture à Kaboge suite aux attaques des FDLR pendant la période des semis (Octobre-novembre 2011) qui ont empêché les populations de semer et les ont emmené à consommer les semences.

milices armées Maï-Maï. De nouveaux déplacements ont été aussi enregistrés dans les districts du Haut et du Bas Uélé à cause d'incidents sécuritaires attribués aux rebelles de la LRA.

La situation de la sécurité alimentaire ne s'est pas améliorée dans les territoires de Bondo, Ango et Bafwasende, qui sont restés en phase de crise alimentaire, selon le rapport IPC de juin 2012. En revanche, elle s'est détériorée dans les territoires d'Aketi, Poko, Niangara, Wamba, Mambesa, Irumu et Opale qui sont passés de la phase 2 en novembre 2011 à la phase 3 en juin 2012. La situation s'est relativement améliorée dans les territoires de Faradje et Dungu qui sont passés de la phase 3 à la phase 2 ou partiellement 3 (Dungu).

L'enquête de suivi de la sécurité alimentaire des ménages dans les territoires de Niangara, Dungu et Faradje (Mars/April 2012) a démontré que globalement 12% des ménages dans ce territoire ont une consommation alimentaire pauvre et 34% ont une consommation alimentaire limite. Selon les résultats de cette enquête, il s'avère que les bénéficiaires de l'assistance du PAM ont un profil presque similaire à celui des non bénéficiaires suggérant une grande vulnérabilité qui caractérise en général les populations de ces localités.

Province Orientale

Les conflits armés, notamment les activités de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) dans les districts du Haut et Bas-Uélé, les affrontements entre les FARDC et les milices locales dont les Maï-Maï Simba de Morgan dans le territoire de Mambassa et les miliciens du Front Patriotique de Résistance (FPR) de l'Ituri, continuent de déplacer les populations dans cette zone.

Il y aurait au 30 juin 2012, plus de 489 193 personnes déplacées en Province Orientale, soit une augmentation de 5% par rapport au premier trimestre 2012. Environ 66% de ces déplacés sont situés dans les districts du Haut et Bas-Uélé ; 30% en Ituri (surtout Mambassa et Sud Irumu) et 4% dans le district de Tshopo (Bafwasende).

Le nombre de nouveaux déplacés enregistré par le comité de mouvement de population au deuxième trimestre est estimé à 22 000 personnes. La grande majorité de ces nouveaux déplacés (59%) serait enregistrée dans le district de l'Ituri en raison des affrontements armés entre les forces armées nationales (FARDC) et les

Province du Katanga

Les territoires de Mitwaba-Pweto, Nyunzu, Malemba-Nkulu et Manono sont à nouveau affectés par des activités militaires du groupe Maï-Maï de Gédéon qui a déjà provoqué le déplacement de plusieurs milliers de personnes depuis avril 2012. La naissance de nouveaux groupes Maï-Maï appelés « Jeunesse Katangaise » dans les territoires de Manono et Nyunzu pourrait aggraver la situation. Le nombre de nouveaux déplacés est estimé à 149 812 personnes au 30 juin 2012.

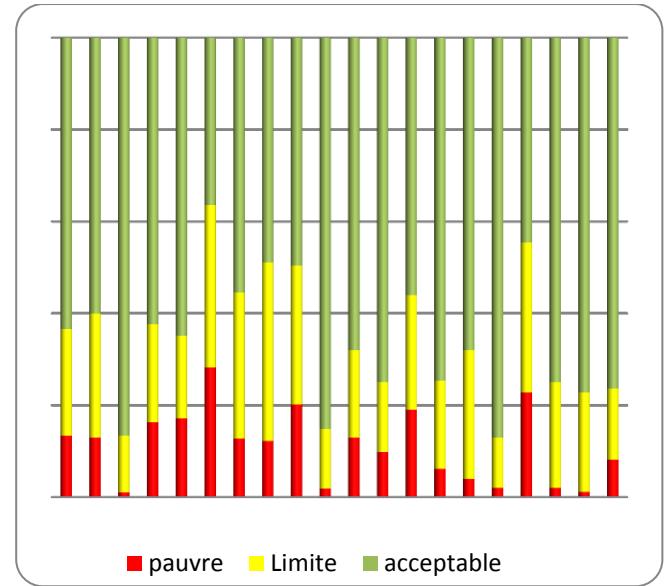
La zone présente une situation de crise nutritionnelle, selon les enquêtes nutritionnelles réalisées dans les territoires de Manono et Pweto par le PRONANUT au mois d'avril 2012. Dans les deux territoires précités les taux de malnutrition aiguë globale avoisinent ou dépassent le seuil d'urgence de 15% (MAG=19,8% à Manono et 14,6% à Pweto). Les taux de malnutrition sévère et de mortalité des moins de 5 ans dépassent également les seuils d'urgence.

Plus de 75 000 ménages déplacés dans cette zone ont reçu une assistance alimentaire du PAM.

Par ailleurs, les résultats de l'évaluation de la sécurité alimentaire réalisée par le PAM et l'Institut National de la Statistique (INS) dans le Katanga en mai et juin 2012 montrent que globalement 35,5 % des ménages du Katanga ont une consommation alimentaire pauvre et limite. Ceci indique que plus d'un ménage sur trois de cette province n'ont pas accès à une alimentation équilibrée. La répartition géographique des classes de consommation alimentaire révèle des disparités parfois considérables entre les territoires. Les proportions les plus élevées des ménages avec une consommation pauvre sont enregistrées dans les territoires de Nyunzu, Lubudi, Kambove, Kapanga, Kalemie, Kabongo, Kipushi, Kamina et Kaniama, selon ce rapport. En ce qui concerne la consommation alimentaire limite, les proportions les plus élevées sont enregistrées dans les territoires de Bukama, Dilolo, Kambove, Kamina, Kaniama, Kapanga, Lubudi, Moba et Nyunzue.

Le graphique ci-dessous illustre la situation de la consommation alimentaire dans le Katanga selon l'évaluation de sécurité alimentaire de mai-juin 2012.

Consommation alimentaire des ménages dans les Kivus



Par ailleurs, l'indice de stratégie de survie qui est un indicateur qui mesure les difficultés d'accès des ménages à la nourriture est plus élevé dans les territoires de Malemba-Nkulu (27.6), Lubudi (23.5), Bukama (23.3) et Kipushi (17.4).

Province de l'Equateur

Le HCR a déjà rapatrié plus de 5 000 réfugiés congolais vivant en République du Congo depuis le début du processus qui a démarré le 05 mai 2012, selon le rapport mensuel de OCHA de juin 2012. L'objectif est de rapatrier au total 81 000 réfugiés congolais en RC d'ici juin 2013. La zone de retour des réfugiés qui comprend principalement les territoires de Kungu, Libenge, Bomongo, Makanza, Budjala et Libenge est une zone qui ne s'est pas encore remise sur le plan de la sécurité alimentaire des effets des conflits interethniques qui ont contraint plusieurs milliers de personnes à se déplacer, dont environ 120 000 vers la République du Congo voisin. Selon les résultats de l'évaluation de la sécurité alimentaire conduite par le PAM et l'INS en avril 2012 dans la province de l'Equateur, une moyenne de 61% des personnes dans cette zone de retour est affectée par l'insécurité alimentaire sévère et modérée. La situation se présente avec beaucoup plus de précarité dans les territoires de Budjala et Bomongo où plus d'un tiers de la population est sévèrement affecté par l'insécurité alimentaire.



Le PAM a également conduit en avril 2012 une enquête des marchés dans la zone de retour pour étudier la faisabilité de la mise en œuvre d'un programme de transfert monétaire et coupon (cash and voucher) comme modalité de transfert des vivres aux rapatriés. Cette modalité qui a déjà été expérimentée dans les provinces du Katanga et du Nord Kivu présente un avantage comparatif plus élevé par rapport aux distributions de vivres importés là où les marchés sont fonctionnels, compétitifs et accessibles aux bénéficiaires. Les conclusions de cette étude suggèrent que les conditions sont réunies pour la mise en œuvre des programmes de transferts monétaires basés sur les marchés. L'évaluation de la sécurité alimentaire d'avril 2012 renseigne par ailleurs qu'environ 60% des ménages, représentant 3,7 millions de la population totale de l'Equateur est affectée par l'insécurité alimentaire sévère et modérée. Les taux les plus élevés des ménages en insécurité alimentaire sévère sont trouvés dans les territoires de Lukolela (48,3%), Bolomba (46,5%), Ingende (41,4%), Bomongo (31,7%), Basankusu (23,6%), Ikela (22,7%), Djolu (21,6%) et Monkoto (19,4%). Les territoires enclavés du sud, notamment Boende, Bokungu, Ikela et Ingende sont parmi les plus affectés par l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

Environ 1 234 nouveaux réfugiés centrafricains fuyant les attaques d'hommes armés non-identifiés seraient arrivés dans la localité des Ngele et Kedja, territoire de Bosobolo depuis le 24 mai 2012. Ces derniers viennent s'ajouter à 572 autres réfugiés centrafricains installés dans le territoire de Libenge depuis 2011, selon un rapport de OCHA. Le HCR compte délocaliser tous les réfugiés centrafricains vivant sur le sol congolais vers un nouveau site octroyé par le Gouvernement congolais à 13 km de la ville de Zongo.

Province du Kasaï Oriental

La population du territoire de Katakombe dans l'Est de la province du Kasai Oriental fait face à une crise nutritionnelle, selon les résultats de l'enquête nutritionnelle menée dans cette partie de la province en avril 2012 par PRONANUT. La prévalence de la malnutrition aiguë globale y est de 13%, dépassant le seuil d'intervention de 10%. Les taux de malnutrition sévère (4,3%) et de mortalité des moins de 5 ans dépassent également les seuils d'urgence respectivement de 2% et de 1/10000/jour. Selon le même rapport, environ 71% des ménages à Katakombe ont une consommation alimentaire pauvre et limite, suggérant qu'un grand nombre des ménages de ce territoire font également face à un problème d'insécurité alimentaire, en terme d'accès à une consommation alimentaire équilibrée.

Prochaines évaluations approfondies de sécurité alimentaire et analyse globale de sécurité alimentaire et de vulnérabilité (CFSVA)

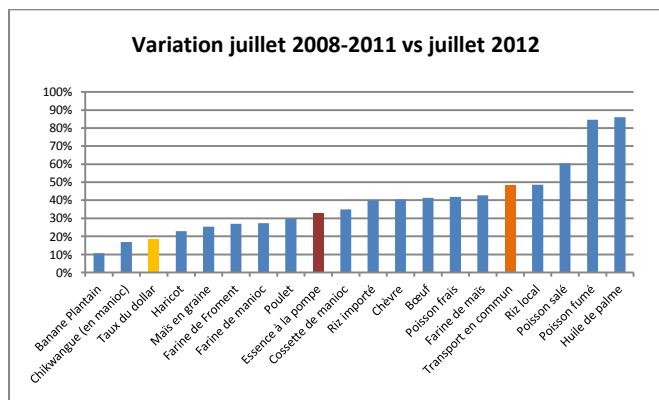
Le PAM prépare la mise en œuvre prochaine des évaluations approfondies de sécurité alimentaire dans les provinces du Bandundu et du Bas-Congo. Ces deux enquêtes vont permettre de boucler la série des évaluations conduites à travers la RDC par le PAM et différents partenaires, notamment le Ministère de l'Agriculture et l'INS, depuis octobre 2011. En collaboration avec IFPRI, le PAM compte également lancer le début de l'analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (CFSVA) en RDC à partir d'octobre-novembre 2012.

Les enquêtes de suivi de la capacité d'autosuffisance alimentaire (SRMS) des différents groupes, y compris les déplacés, retournés et les résidents sont prévus dans les provinces du Nord et Sud Kivu au mois d'octobre 2012.

EVOLUTION DES PRIX

En RDC, les prix des denrées alimentaires ont enregistré en juillet 2012 une augmentation de 48% par rapport à la moyenne de la même période des quatre dernières années.

Globalement la baisse de l'offre et l'accroissement de la demande seraient à la base de la hausse des prix sur l'ensemble du territoire national. L'insécurité qui prévaut à l'Est et qui empêche les ravitaillements de certaines zones urbaines a également un impact négatif sur les prix. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) qui était censée remplacer d'autres taxes plus élevées et qui aurait même pu baisser les prix de 2%, en théorie, la spéculation autour de certains biens de consommation corroborée par la mise en circulation des nouvelles coupures à valeur faciale élevée, les prix du litre d'essence à la pompe et de transport seraient des facteurs qui influencent aussi la volatilité des prix à la consommation des produits alimentaires de base.



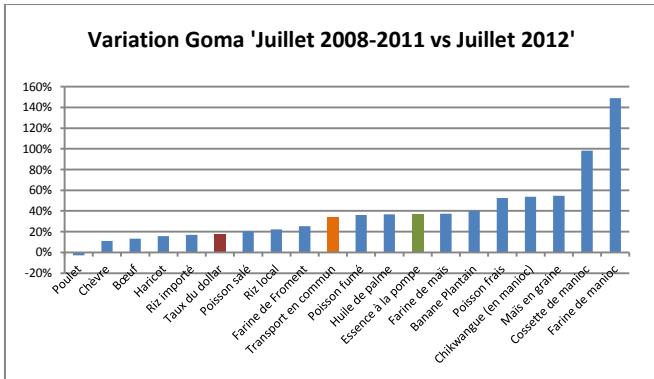
Source : Observatoire Urbain FAO/MinAgri

En variation nominale, le prix du panier alimentaire type MINAGRI/FAO a enregistré une hausse de 11% en juillet 2012 par rapport à juillet

2011. Les prix des denrées alimentaires enregistrent des augmentations continuent depuis la crise alimentaire de 2008. L'indice a par exemple enregistré une hausse de 27% à Goma et à Beni, de 48% à Butembo, de 37% à Bukavu et à Beni en juillet 2008 par rapport à la moyenne de la même période sur les quatre dernières années. En revanche, les variations inter annuelles ont été beaucoup plus modérées dans ces villes entre 2012 et 2011 (mois de juillet). L'indice a enregistré une hausse de 2% à Goma et à Beni, de 19% à Butembo, de 4% à Bukavu et une stabilité à Uvira.

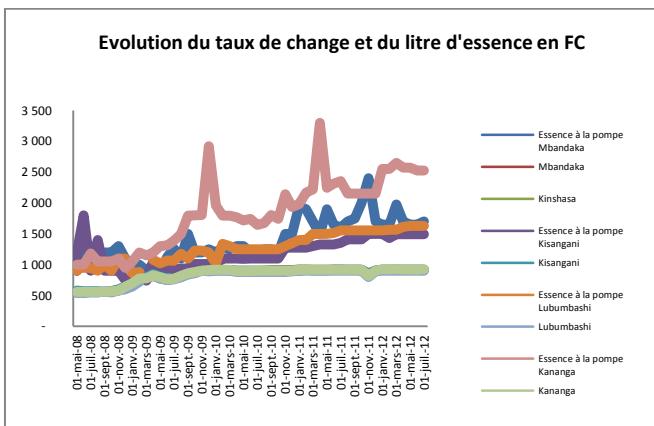
Selon l'observatoire de l'Est, les poissons salés ou fumés affichent une hausse des prix et une rareté attribuables à l'insécurité qui prévaut dans la zone. Ces deux produits en provenance de l'Ouganda arrivaient à Goma via la frontière de Bunangana et d'Ishasha. La fermeture de ces frontières contraint les commerçants à faire un détour au Rwanda pour gagner la ville de Goma à travers la grande barrière de Gisenyi. En outre, les récoltes de juillet (maïs, haricot, soja, arachide et banane) attendues de la localité de Bwisha et Bwito dans le territoire de Rutshuru ont été perturbées par l'insécurité, le pillage et des taxes illicites.

L'observatoire renseigne également que les attaques se font toujours pendant la période de récoltes alors que les semis devraient commencer le mois prochain (août). Au regard de l'insécurité qui prévaut dans les bassins de productions et de mouvement de populations dans les zones de production, la saison agricole 2012 – 2013 serait complètement ratée et l'accès de ménages aux produits agricoles perturbé.



Source : Observatoire Urbain FAO/MinAgri

Comme le montre le graphique de l'évolution du taux de change et du litre d'essence à la pompe, nonobstant les politiques en matière de fixation des prix, les prix en milieu urbain demeurent volatiles sur l'ensemble du pays.



Source : Observatoire Urbain FAO/MinAgri

Conclusions

Globalement, la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle ne s'est pas améliorée en RDC au cours du deuxième trimestre 2012. Une partie importante de la population continue de souffrir de la faim et de la malnutrition, particulièrement dans les zones qui ont connu la recrudescence des conflits armés, notamment les provinces du Nord et Sud Kivu, du Katanga, du Maniema et Orientale. Dans ces zones, les conflits armés et l'insécurité subséquente continuent de déplacer massivement des populations, perturbant leurs moyens de subsistance et affectant davantage leur production agricole, ainsi que leurs revenus déjà fragilisés par plusieurs années de conflits. Leurs biens, récoltes ainsi que produits d'élevages sont pillés à répétition par des hommes armés, amenuisant davantage leurs capacités de résilience aux chocs. Dans les zones affectées par l'insécurité alimentaire et les conflits, des proportions élevées des ménages ont une consommation alimentaire pauvre et inadéquate avec des taux de malnutrition dépassant le seuil d'urgence de 15% dans certaines zones affectées par les conflits, mais également dans la partie ouest en raison de la pauvreté chronique, de l'enclavement, du manque d'accès aux soins de santé, d'hygiène et à l'eau potable. Les déplacés internes constituent le groupe le plus affecté par ces conflits. Ils sont souvent contraints de se déplacer, parfois en marchant de longues distances (3 jours et plus) sans stock de nourriture ni de revenu pour acheter la nourriture qui serait disponible sur les marchés dans leurs lieux d'accueil. Pour survivre, certains sont tentés de retourner dans leurs lieux d'origine, afin de collecter les récoltes abandonnées dans les champs au risque de se faire kidnapper, violer et même tuer. Quand c'est possible, ils s'adonnent aux petits travaux journaliers, surtout comme main d'œuvre agricole dans les champs de la population hôte. Pourtant, les termes d'échange (coût journalier de la main d'œuvre agricole contre le prix d'un kilo de manioc) leur sont souvent défavorables. Ils habitent généralement avec les familles d'accueil qui dans un premier temps sont obligés de partager leur nourriture avec eux.

L'IPC (7^{ème} cycle de juin 2012), qui intègre les résultats de toutes les évaluations, a montré que les zones de déplacement ou de retour sont généralement dans une situation de sécurité alimentaire précaire. La pauvreté limite les capacités des populations d'accéder aux intrants agricoles de qualité. Les maladies des plantes, particulièrement le wit-bactérien de la banane pour ce qui est de la zone des Kivus et la mosaïque du manioc partout ailleurs affectent le niveau de production de ces cultures, qui constituent pourtant l'alimentation de base et les principales sources de revenus des populations concernées. Les routes non fonctionnelles, les chemins de fer vétustes et les moyens de transport rudimentaires accentuent l'enclavement des zones de production ; limitant l'accès des ménages ruraux aux marchés.

Les études de marché ont cependant montré que dans certaines zones les conditions de marchés sont satisfaisantes pour justifier la mise en œuvre de programmes de transfert monétaire ou des coupons comme modalité de transfert des vivres aux bénéficiaires de l'assistance alimentaire du PAM.

Les différentes enquêtes ou screening nutritionnels menées par le PRONANUT et d'autres organisations révèlent une situation de crise nutritionnelle dans de nombreux territoires et sites des déplacés avec des taux de malnutrition aigüe globale dépassant le seuil de 10% et parfois avoisinant ou même dépassant le seuil d'urgence de 15%.

Le PAM et la FAO ainsi que les autres agences des Nations Unies, les ONGs, le Gouvernement et les autres acteurs humanitaires continuent de se mobiliser pour apporter une assistance alimentaire d'urgence et de réhabilitation pour les populations déplacées, retournées et les populations locales. Ces efforts sont cependant contraints par l'ampleur des problèmes et le manque de ressources suffisantes pour satisfaire tous les besoins.

Pour plus d'informations : Koffi.Akakpo@wfp.org - Paul.Busambo@fao.org